

1. Évolution épidémiologique

Au 21 avril à 9 heures, 535 342 tests ont été effectués, dont 18 206 le 20 avril. 397 670 personnes ont été testées, et 129 044 se sont révélées positives au COVID-19.

Au 20 avril à 17 heures, 17 337 (+828) des personnes hospitalisées au Royaume-Uni et dont le test de dépistage au coronavirus s'est révélé positif sont décédées.

Selon l'*Office for National Statistics* (ONS), les chiffres hebdomadaires de la mortalité semblent montrer que le nombre de personnes décédées des suites du COVID-19 est supérieur au bilan quotidiennement donné par le gouvernement, qui ne retient que la mortalité hospitalière et écarte la mortalité dans les maisons de santé et à domicile. Les chiffres de la mortalité hebdomadaire au Royaume-Uni pour la semaine de Pâques publiés aujourd'hui montrent que le nombre total des décès liés au COVID-19 aurait atteint 10 335, au lieu de 8 673 selon les chiffres du gouvernement. D'après certains commentateurs, le bilan réel du nombre total de décès depuis le début de l'épidémie serait au minimum supérieur de 22% au nombre donné par le gouvernement.

2. Mesures nouvelles

Des discussions sont en cours entre le gouvernement et le secteur de l'assurance concernant un système de garantie pour l'assurance-crédit – Selon une information de Sky News, le gouvernement pourrait garantir un nombre important de contrats d'assurance-crédit, qui couvrent les entreprises contre le risque de défaut de leurs clients commerciaux. En effet, les pertes liées à l'épidémie de Covid-19 pourraient s'élever à plusieurs millions voire milliards de £ pour les principaux assureurs. La fédération des assureurs britanniques (ABI) attend le retour du gouvernement, après avoir soumis une première proposition au BEIS et au HMT.

3. Impact économique et financier

Plus d'1 million de personnes ont été inscrites au dispositif de chômage partiel lors dès le premier jour de lancement - Le *Coronavirus Job Retention Scheme*, dispositif de chômage partiel qui permet aux employés « *furloughed* » de recevoir 80 % de leur salaire subventionné par le gouvernement, a été lancé le 21 avril et plus de 140 000 entreprises y ont déjà inscrits des salariés. Le *Treasury* a indiqué que plus d'1 Md£ avait déjà été déboursé pour subventionner les salaires de ces employés ce lundi. L'*Office for Budget Responsibility* a estimé que 8,3 M d'employés pourraient bénéficier du mécanisme pendant la crise, pour un coût total de 42 Md£.

Les citoyens européens résidants au Royaume-Uni et ayant obtenu le 'pre-settled status' ne seront pas automatiquement éligibles au Universal Credit – Augmenté de 1000£ sur les douze prochains mois en réponse à la crise sanitaire et économique actuelle, le *Universal Credit standard allowance* a été demandé par 1,4 M de personnes au cours des quatre semaines qui se sont écoulées depuis le 16 mars. Alors que les demandes de prestations sociales atteignent un niveau record, le ministère du travail et des retraites a indiqué que les citoyens européens avec un 'pre-settled status' pouvaient bénéficier du *Universal Credit* à l'instar des détenteurs du 'settled status' et des citoyens britanniques, mais à

condition de se soumettre à un "test de résidence habituelle". Ce test exige des demandeurs qu'ils produisent des preuves telles que des fiches de paie ou un contrat de location pour une résidence principale au Royaume-Uni. Selon l'association 3million, représentant les citoyens européens résidants au Royaume-Uni, le fait de ne pas traiter les détenteurs du '*pre-settled status*' de la même manière que les citoyens britanniques enfreindrait les termes de l'accord de retrait avec l'UE.

4. Analyse sectorielle / entreprises

Les réseaux urbains de tramway et véhicules légers sur rail ne sont pas couverts par un programme d'aide au transport - Si les compagnies d'autobus et les opérateurs ferroviaires bénéficient de mesures d'aide gouvernementale sous la forme d'une garantie de revenus pour les trains et de 400M £ de subventions pour les bus, les opérateurs de transports urbains (tramways, métros et véhicules légers sur rails) ne bénéficient d'aucun mécanisme de soutien sectoriel spécifique. Les pertes sont importantes (le *Tyne and Wear Metro* de Newcastle perd 900 000 £ par semaine, le *Midland Metro* de Birmingham perd 1M £ par mois) car, malgré une réduction de 95% du nombre d'usagers, les réseaux de transports urbains continuent de fonctionner afin d'assurer la bonne circulation du personnel soignant. Aussi, les maires-élus des grandes villes et les autorités régionales organisatrices des transports ont sollicité le Ministère des Transports afin « d'obtenir un paquet d'aide similaire à ce qui a été proposé au ferroviaire et aux bus ». Toutefois, après des semaines de négociations, aucune mesure n'a été adoptée. Dans ce contexte, le maire de l'agglomération du Grand Manchester, Andy Burnham, a informé que Keolis (détenu à 70% par la SCNF), opérateur du réseau de trams de la ville, serait contraint de « prendre des décisions difficiles afin de réduire ses coûts ». Enfin, il convient de noter que si les pertes les plus importantes incombent au *London Underground* (réseau du métro de Londres), *Transport for London* (autorité responsable des transports chapeauté par la mairie de Londres) semble confiante dans sa capacité à obtenir des fonds supplémentaires de la part du ministère des transports : « nous menons des discussions constructives avec le gouvernement à propos du soutien qui peut être mis à notre disposition ».